

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

5° année / N°248

du 26 novembre au 2 décembre 1987

POLITIQUE

L'URNG renouvelle sa proposition de cessez-le-feu

Les organismes officiels des droits de l'homme ne fonctionnent pas

Des éducateurs dénoncent la politique répressive

Un paysan enlevé réussit à s'échapper

Un bûcher symbolique

Les Etats-Unis réduisent le montant de l'aide militaire

Des purges dans les corps de la police ?

ECONOMIE

Les Guatémaltèques sont plus pauvres qu'avant

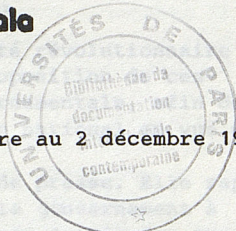
INSURRECTION

Les combats dans le Quiché

MOUVEMENT POPULAIRE

La victoire des travailleurs de la Croix-Rouge

Le gouvernement indifférent face aux boulangers



4° P. 12315

POLITIQUE

L'URNG RENOUVELLE SA PROPOSITION DE CESSEZ-LE-FEU

Le 26 novembre, le commandement général de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) a renouvelé sa proposition de cessez-le-feu entre l'insurrection et l'armée gouvernementale, afin de créer les conditions de réalisation d'un dialogue national en vue d'un accord sur la démocratisation du pays.

L'UNRG exprimait sa position dans un communiqué de presse. Elle rappelle les conversations entre l'insurrection et le gouvernement à Madrid en octobre dernier ; elle espère que l'armée "reviendra sur sa décision". En effet, les porte-parole de l'armée ont déclaré "ne pas accepter la proposition [de l'URNG] et suspendu les conversations sans aucune considération pour le président Cerezo, le gouvernement et le Congrès de la république".

L'URNG a riposté en appelant tous les secteurs sociaux guatémaltèques à se prononcer en faveur de la réalisation d'un dialogue national "qui soit une recherche en commun d'une solution à la crise et au conflit armé interne au Guatemala".

LES ORGANISMES OFFICIELS DES DROITS DE L'HOMME NE FONCTIONNENT PAS

Alors qu'un député déclarait que la Commission des droits de l'homme du Congrès et le Tribunal des Droits de l'homme étaient inefficaces, la presse annonçait 434 actes de violence survenus au cours du premier semestre 1987. 167 de ces actes sont des enlèvements, 267 des assassinats.

Selon le député Alejos Cambra, "à la vérité, la Commission et le Tribunal, créés par l'ordre nouveau ne fonctionnent pas" ; le Tribunal est un organe décoratif. "Avec ou sans ces institutions, la violence continue" ; celle-ci s'explique, selon le député, par la situation socio-économique et par l'incapacité des autorités à la combattre.

DES EDUCATEURS DENONCENT LA POLITIQUE REPRESSIVE

Le 26 novembre, l'Association nationale des enseignants du secondaire (ANEEM) a déclaré : "Le gouvernement mène une politique de répression et d'indifférence vis-à-vis de la classe laborieuse ; le désespoir, la nécessité de trouver des solutions à ses problèmes et de faire respecter ses droits conduisent celle-ci à des actes humiliants". Cette organisation, qui a fréquemment interpellé le gouvernement sur ses actions, signale que ses actes "nous placent parmi les pays violant les droits de l'homme, en dépit des démentis".

L'ANEEM renouvelle sa dénonciation des assassinats des enseignants Francisco Muralles et Jorge Mario Recinos. Ces assassinats, jusqu'à présent, "sont toujours impunis, malgré les déclarations ronflantes du ministre de l'Intérieur pour qui la sécurité des personnes et des biens est assurée".

UN PAYSAN ENLEVE REUSSIT A S'ECHAPPER

Le 22 novembre, Pedro Baquixz Tumash a été enlevé alors qu'il arrivait dans la capitale en provenance du Chimaltenango. Des inconnus l'ont forcé à monter à bord d'une automobile et conduit dans une maison du 15^e district ; sa tête a été recouverte d'une capuche enduite d'insecticide (gamexan) et il a été soumis à un interrogatoire intense.

La victime a réussi à s'échapper le jour suivant, des habitants du quartier lui apprenant qu'il se trouvait dans le lotissement Vista hermosa. Il est immédiatement retourné dans son département d'origine. Selon la police, on ne possède aucun indice sur l'identité des auteurs de l'enlèvement.

UN BUCHER SYMBOLIQUE

Le 27 novembre, le Groupe d'appui mutuel (GAM) aux proches des disparus a brûlé trois manequins représentant les généraux Oscar Mejia Victores, Pablo Nuila Hub et Rodolfo Lobos Zamora en face du palais national. Selon Nineth de Garcia, la présidente du GAM, le gouvernement a récompensé par des postes diplomatiques les responsables de la violence qui dévaste le pays. Ces généraux sont responsables de la mort de nombreuses personnes, c'est pourquoi leurs effigies ont été brûlées.

LES ETATS-UNIS REDUISENT LE MONTANT DE L'AIDE MILITAIRE

Selon une information du 1er décembre du journal "prensa libre", la persistance de la violation des droits de l'homme et la crise économique nord-américaine expliquent que la commission des Affaires étrangères du Congrès des Etats-Unis ait demandé une réduction du montant de l'aide accordée au Guatemala. La commission a proposé que ce montant soit de 96,4 millions de dollars, soit 24 millions de moins que la somme demandée par le président Vinicio Cerezo pour 1988.

DES PURGES DANS LES CORPS DE LA POLICE ?

Jorge Mario Gomez Mazariegos, 30 ans, membre du 4^e corps de la police nationale, et Milton Axel Perez Mazariegos, 28 ans, ex-agent de ce même corps, ont été tués le 28 novembre dans l'ouest de la capitale. Les deux victimes étaient les enfants du commissaire général Jorge Gomez, qui a été chef du 4^e corps de la police nationale et commandant de cette institution dans le département de Izabal, à Puerto Barrios.

Dans la presse, on spéculé sur l'existence d'un plan destiné à éliminer physiquement les anciens agents de la police. En novembre, Manuel de Jesus Castro, membre de la police des douanes et ex-chef du bureau des narcotiques sous le général Lucas Garcia (1978-82) a été abattu.

Carlos Humberto Sanchez Gonzalez a miraculeusement échappé à un attentat. Le 21 novembre, Luis Angel Martinez Chavarria, ex-chef d'Interpol, a été poignardé dans sa résidence.

A cette date, aucun de ces cas n'a été résolu par les autorités chargées des enquêtes.

ECONOMIE

LES GUATEMALTEQUES SONT PLUS PAUVRES QU'AVANT

Selon Federico Linares, ex-président de la Banque du Guatemala, "le revenu par tête a diminué depuis 1971, ce qui signifie que les Guatémaltèques sont plus pauvres qu'avant". Linares en accuse les régimes militaires et le Fonds monétaire international qui ont contribué à la régression de la croissance économique amorcée lors des années 70. Linares s'exprimait devant l'association des gérants du Guatemala, le 27 novembre.

INSURRECTION

LES COMBATS DANS LE QUICHE

Selon un communiqué diffusé le 1er décembre, les forces de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) ont infligé 44 pertes aux forces gouvernementales, lors de l'offensive répressive lancée par ces dernières contre la population civile du département du Quiché.

Entre les 16 et 29 novembre, des affrontements ont eu lieu dans les municipalités de Ixcán et Nebaj, (Quiché) ; l'URNG n'a perdu aucun homme, en dépit des bombardements et des mitraillages aériens de l'armée.

Les 16 et 18 novembre, l'URNG a attaqué une colonne de 150 soldats du gouvernement, et tendu une embuscade à un convoi militaire ; on ne connaît pas le nombre de pertes humaines ; un camion militaire a été détruit.

Les 19, 20 et 21 novembre les insurgés ont attaqué une colonne militaire à 5 reprises et infligé 12 pertes à l'armée. Lors d'une embuscade tendue le 24 novembre, 4 soldats sont morts et 10 ont été blessés. Deux fusils Galil, une mitrailleuse de calibre 7,62 et du matériel militaire ont été récupérés.

Les 27 et 29 novembre, les forces gouvernementales ont été attaquées à 5 reprises et ont souffert 10 pertes.

MOUVEMENT POPULAIRE

LA VICTOIRE DES TRAVAILLEURS DE LA CROIX ROUGE

Le 25 novembre, après plusieurs jours de grève de la faim devant le palais national, les travailleurs de la Croix-Rouge guatémaltèque ont obtenu le retrait de Jorge Toriello de la présidence de cette institution. L'éviction de Toriello, accusé de mauvaise gestion, ouvre la voie d'une restructuration de la Croix Rouge.

Le docteur Rudy Aguilar Cifuentes est nommé directeur général de l'institution et chargé de remettre de l'ordre dans la gestion ; il a jusqu'au 15 janvier pour remplir cette mission.

Le docteur Hugo Ventura, qui représentait les travailleurs, a remercié la population de son soutien et s'est déclaré satisfait des résultats obtenus.

LE GOUVERNEMENT INDIFFERENT FACE AUX BOULANGERS

Les boulangers du pays, en grève depuis une semaine, occupent la rue, en face le palais national pour demander la médiation du ministre du travail. Selon le dirigeant du syndicat, Mauro Cachin, les recours officiels ont été épuisés ; Rodolfo Maldonado, ministre du travail, a refusé de recevoir les boulangers. Les patrons ont menacé leurs employés afin qu'ils ne se joignent pas à la grève ; néanmoins Cachin a annoncé que le mouvement prenait de l'ampleur.

Les boulangers demandent une augmentation de salaire, le paiement des heures supplémentaires, et une amélioration de la qualité du produit sans augmentation de son prix.